

La Chine et la guerre en Ukraine : convergence sino-russe et intensification du front contre-occidental

Par Emmanuel Véron

Docteur en géographie, Emmanuel Veron est un spécialiste de la Chine contemporaine, associé à l'Inalco et à l'Ecole navale.

A ce jour, Pékin n'a toujours pas condamné l'invasion russe de l'Ukraine et poursuit l'utilisation des éléments de langage russe, à savoir « opération militaire spéciale ». À elle seule, cette posture donne à comprendre la politique étrangère chinoise et l'articulation singulière entre la Chine et la Russie. Sans être ouvertement aligné sur Moscou, d'une part le régime de Pékin soutient implicitement la Russie dans la guerre en Ukraine, d'autre part intensifie ses choix stratégiques en direction des ex-Tiers-Monde à mesure de la dégradation des liens avec l'Europe, les Etats-Unis ou encore le Japon et des démocraties de l'Asie-Pacifique. La guerre en Ukraine signe notre changement de siècle, historiquement et stratégiquement. Pékin reste observateur lointain et garde le temps de l'évolution de la guerre pour lui, restant à l'affût d'opportunités pour gagner en influence, alors même que la situation interne chinoise n'est pas favorable.

La guerre en Ukraine révèle et amplifie la convergence sino-russe jusqu'à sa vassalisation

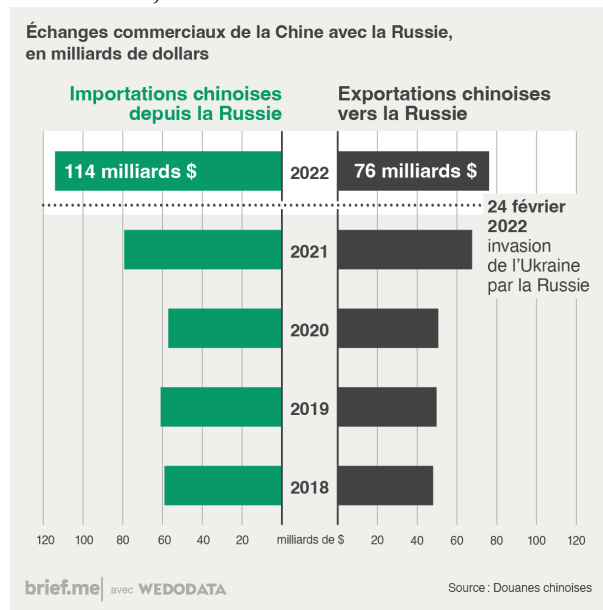
La relation sino-russe est encore parfois qualifiée d'alliance, ce qui est faux, en témoigne l'absence de soldats chinois sur le sol de l'Ukraine en guerre. Les qualificatifs les plus idoines seraient *coordination*, *collusion* et *convergence* d'intérêts entre les deux Etats, membres du Conseil de Sécurité des Nations unies, puissances nucléaires, puissances diplomatiques, mais très asymétriques dans leurs relations et poids dans le système international. A mesure de l'intensification des relations sino-russes ces deux dernières décennies (en particulier depuis 2012, arrivée au pouvoir de Xi Jinping et Poutine de nouveau président), la Chine a connu une montée en puissance géopolitique, surtout économique, commerciale et technologique alors que la Russie accuse un effrètement, voire une dislocation de certaines structures économiques et technologiques. Ainsi, le partenariat est très déséquilibré. Si un temps la Chine prenait pour exemple l'URSS, aujourd'hui c'est Pékin qui pourrait dicter la relation bilatérale.

Si la relation entre la Chine et la Russie est ancienne, aujourd'hui faite par une balance commerciale déséquilibrée (la Chine importe beaucoup de matières premières : gaz, pétrole, bois, minerais etc., tandis que la Russie importe des biens manufacturés) d'une part et une convergence politique internationale d'autre part pour contrer la puissance américaine. En ce sens, Pékin parle de partenariat stratégique exemplaire pour qualifier la relation bilatérale, puis au moment des JO d'hiver (février 2022), de « *partenariat sans limites* ». Malgré cette proximité accrue, plusieurs divergences demeurent en coulisse. Mais ce qui marque la relation depuis dix ans au moins, c'est l'asymétrie et le poids croissant de la Chine dans la sphère d'influence russe (politique, économique et stratégique), et ce, dans tous les domaines, y compris sécuritaire. Faut-il rappeler l'importance démographique et économique chinoise en Sibérie orientale et les velléités de revendications territoriales du lac Baïkal à Vladivostok ?

En amont de l'invasion russe de l'Ukraine, ce partenariat stratégique s'est illustré lors de la visite d'Etat de Poutine à Pékin pour l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver où les deux dirigeants ont très explicitement affiché leur ambition et le vocable qui l'entoure. En ce sens, la visite de Poutine en Chine précédant l'invasion n'est pas anodine mais vient confirmer une forme renforcée de coordination tactique sino-russe pour densifier des fronts contre l'occident.

Sans surprise, Pékin joue la corde longue avec un soutien implicite à la Russie dans la guerre en Ukraine, précisément parce que le partenaire russe est stratégiquement trop important pour être délaissé dans la rivalité avec Washington. Par conséquent, la Chine déploie plusieurs équipements militaires et de sécurité intérieure pour appuyer le Kremlin dans l'effort de guerre sans pour autant franchir la limite de l'armement lourd. Plusieurs médias d'investigation, dont Politico¹, ont montré comment des drones chinois (aux usages divers), des armes automatiques, des gilets de protection et autres équipements ont été fournis depuis la Chine vers la Russie via des pays intermédiaires avec autant de sociétés intermédiaires.

Plus encore, c'est le facteur commercial et technologique qui souligne le soutien implicite et indirect.



En 2021, le commerce bilatéral était de 135 milliards de dollars. Il atteint 190 milliards de dollars pour l'année 2022. Les derniers chiffres des douanes chinoises permettent d'anticiper un chiffre record au-dessus de 200 milliards de dollars pour l'année 2023.

L'accroissement du commerce bilatéral est surtout le fait d'augmentation des importations de matières premières russes vers la Chine à des prix plus bas, imposés par Pékin. En retour, la Chine exporte des biens de consommation dont certains sont détournés pour servir l'effort de guerre (composants électroniques par exemple).

A l'ONU, Pékin a dès la fin février 2022 orienté sa supposée neutralité. La République populaire

de Chine (RPC) s'est abstenue de voter à trois reprises des résolutions portant sur la condamnation de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en premier lieu la résolution au Conseil de sécurité, puis les résolutions de l'Assemblée générale de début et fin mars 2022. Par la suite, Pékin n'a pas modifié cette posture. La diplomatie chinoise rappelle régulièrement que « *La Chine maintiendra une position objective et équitable sur la crise ukrainienne et jouera un rôle constructif dans la promotion des pourparlers de paix.* »²

Enfin, dans l'équation stratégique, la présence récurrente de la Corée du Nord (visite diplomatique, armements etc.) rappelle la triangulation renforcée entre Pékin-Moscou-Pyongyang. La proximité des régimes chinois et nord-coréen est telle, que ce dernier est utile à la fois à Pékin et à Moscou pour renforcer le face-à-face avec Washington. En témoigne la rencontre entre Kim Jong-Un et Vladimir Poutine en septembre 2023 suite à la visite du ministre de la défense Choïgou portant sur des convergences stratégiques et livraisons d'armes, équipements, technologies sinon de main-d'œuvre. S'inscrivent dans cette politique étrangère d'une part la visite de trois jours de Xi Jinping³

¹ Le journal Politico a publié une série d'enquêtes démontrant les livraisons d'équipements et d'armes (non lourdes) depuis la Chine à la Russie : <https://www.politico.com/news/2023/02/24/china-weapons-russia-ukraine-war-00084425> et <https://www.politico.eu/article/china-firms-russia-body-armor-bullet-proof-drones-thermal-optics-army-equipment-shanghai-h-win/> et <https://www.politico.com/news/2023/03/16/chinese-rifles-body-armor-russia-ukraine-00087398>.

² Conférence de presse du 17 mars 2023 tenue par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Wang Wenbin : https://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/lxjzdh/202303/t20230319_11044270.html

³ Les deux dirigeants se sont rencontrés physiquement une quarantaine de fois depuis 2012.

à Moscou venant confirmer à la fois le déséquilibre bilatéral mais aussi le front sino-russe contre l'Occident d'une part, d'autre part la visite de six jours en Russie et en Biélorussie de Li Shangfu, ministre chinois de la Défense (sous sanctions des Etats-Unis), marquant l'articulation stratégique-militaire sino-russe. La vassalisation de la Russie par la Chine est en marche forcée.

Les autres fronts intensifiés depuis 2022 et le rôle de médiation ?

Malgré la poursuite de la politique « Zéro Covid » en 2022 et la préparation du XX^e Congrès du PCC, Pékin a initié de manière discrète ce qui serait l'ouverture de l'année 2023, à savoir une offensive diplomatique tous azimuts, en particulier en direction des mondes non-occidentaux. D'une part, Pékin cherchait à relancer la machine économique, très à la peine après de longues années de pandémie et à séduire de nouveau le monde ; d'autre part, la perception stratégique chinoise des Etats-Unis et de l'Europe confirme la polarisation forte de ces derniers sur le conflit en Ukraine ce qui lui laisserait les mains libres pour mener une offensive sur divers fronts.

Renouant puissamment avec la politique de Mao, Pékin se voit toujours plus comme le leader des pays émergents et en développement, plus globalement les sphères non-occidentales. Ainsi, les efforts de l'offensive diplomatique chinoise marqueront, dans l'ombre de la guerre en Ukraine le lustre donné au sommet de l'OCS en Ouzbékistan. Ce fut la première sortie du territoire chinois de Xi Jinping (via une visite au Kazakhstan en amont du sommet) après le début de la pandémie de Covid. Puis, le sommet du G20 en Indonésie (novembre 2022), considérée à Pékin comme l'arrière-cour sinisée de l'Asie insulaire et le sommet des BRICS (août 2023) ont montré la convergence des Etats non-occidentaux pour peser davantage dans les affaires du monde. Précisément, la Chine joue un rôle important dans ce processus en appuyant les chancelleries avec lesquelles les liens diplomatico-commerciaux, voire stratégiques se sont renforcés depuis une à deux décennies.

Citons à ce titre les relations avec les principaux acteurs du Moyen-Orient : Iran, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis mais également en Afrique (Egypte, Ethiopie) ou l'Amérique Latine (Brésil, Argentine). Le poids économique et l'influence diplomatique chinoise sont renforcés. Deux temps diplomatiques en attestent : le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite scellé à Pékin au lendemain de la confirmation du renouvellement de Xi Jinping, président de la RPC (mars 2023) et l'élargissement des BRICS à six pays candidats. Tous sont dans l'orbite géoéconomique et diplomatique de la Chine : Iran, Arabie Saoudite, EAU, Egypte, Ethiopie, Argentine.

Fin février 2023, Pékin, dans une logique de communication diplomatique, diffuse via divers canaux (diplomatie officiel et médias articulés au régime) un supposé plan de paix en douze points dénommé : « *Position de la Chine sur le règlement politique de la crise ukrainienne* »⁴. A ce titre, notons le refus chinois d'utiliser le mot « guerre » et de choisir le mot « crise ». Rappelons que jamais le terme « paix » n'apparaît dans les mots en chinois. Il s'agit bien là d'une opération de communication, voire de *Psy Ops* (opération psychologique) montrant que la Chine, malgré l'éloignement géographique de l'Ukraine, est une puissance responsable et en mesure de peser plus que d'autres dans la médiation et la résolution du conflit armé.

Suite à la visite de Xi Jinping à Moscou, la diplomatie chinoise a rendu public une mission diplomatique pour une médiation en Ukraine, conduite par le diplomate Li Hui. Ancien ambassadeur chinois en Russie pendant une dizaine d'années, auparavant en poste en Asie centrale et en URSS, il a le titre de Représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires

⁴ China's Position on the Political Settlement of the Ukraine Crisis 2023-02-24 09:00: https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202302/t20230224_11030713.html

eurasiennes, ce qui témoigne des perceptions mais aussi des priorités chinoises. Cependant sa visite en Ukraine (et dans trois pays de l'UE), indépendamment de l'exercice lui-même, s'est révélée un échec. Dans les faits, l'hypothèse de Li Hui comme un intermédiaire entre Pékin et Kiev se pose notamment pour aborder la relation avec la Russie et les enjeux économiques futurs. Malgré l'importance des importations de grains, l'Ukraine reste loin de l'environnement stratégique chinois.

Lors de diverses réunions diplomatiques, notamment en Arabie Saoudite à Djeddah (début août 2023), à l'appel du prince Mohammed Ben Salman, la Chine affirme sa présence afin de renforcer l'aspect médiateur putatif à son influence et à sa puissance. En coulisse, peu nombreux sont les acteurs lui donnant ce crédit.

Taiwan et l'écho ukrainien ?

Sur un autre front du système international, la guerre en Ukraine a considérablement renforcé la réflexion stratégique autour de Taiwan et de l'éventualité d'un scénario similaire d'usage de la force par la Chine contre Taipei. Si le parallèle a pu être évoqué par certains observateurs, le contexte stratégique n'est pas le même, les équilibres géopolitiques encore moins. En revanche, l'hypothèse d'une action violente contre Taiwan (blocus, invasion, coup de force ponctuel) est de plus en plus intégrée par les opinions et les décideurs politiques et économiques.

Aussi bien à Pékin qu'à Taipei, les milieux stratégiques suivent de près le cours de la guerre en Ukraine dans son ensemble. Ce sont autant d'enseignements en anticipation d'un plausible usage de la force. Enfin, la guerre et sa médiatisation ont induit une sensibilisation toujours plus importante au sein de l'opinion et de la société civile taiwanaise. La mobilisation et l'organisation de la société sont davantage tournées vers l'hypothèse d'un risque de guerre. La formation au maniement des armes, des premiers soins, de l'environnement informationnel etc. sont de réels facteurs qui animent la société taiwanaise. La question de la mobilisation internationale et de la pluralité des acteurs du système international, notamment privés (ONG, médias etc.), est là aussi de plus en plus intégrée à Taipei.

La Chine, acteur de l'après-guerre ?

Alors que passaient par l'Ukraine et la Biélorussie plusieurs axes du programme chinois des « Nouvelles routes de la soie » (ou communément appelé *Belt and Road Initiative* - BRI), la guerre a mis un coup d'arrêt aux flux, y compris par voie maritime. Derrière les intentions cachées chinoises en Ukraine et son rôle dans « l'après », la compétition avec les consortiums industriels européens, américains, israéliens ou japonais (voire coréens) est déjà présente. Xi Jinping présidant le sommet BRI en octobre prévoit de donner un nouvel élan, dont l'Ukraine et une partie de son environnement pourraient être l'objet (question du Caucase, de la mer Noire et du Danube...).

D'un point de vue diplomatique et politique, Pékin a cherché à consolider sa posture de puissance mondiale tant bien que mal, malgré ses fragilités internes et discrédits externes (difficultés de financement des projets, diplomatie contre-productive des « Loups Combattants » - cf. l'exposition médiatique de Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France - , duplicité structurelle ou encore ralentissement économique général).

A court terme, Pékin cherche à sécuriser ses approvisionnements en céréales (et ses participations dans les ports ukrainiens), alors que les importations ont augmenté depuis 2022. En 2023, la RPC est devenue le premier acheteur mondial de blé (ce qui contribue fortement à la hausse de prix), avec deux sources majeures d'approvisionnement : la Russie et l'Ukraine...

Sources/Pour aller plus loin :

Cabestan Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine*, 3^{ème} réédition (augmentée), Presses de Sciences Po, 2022, 720 pages.

Gabuev Alexander, *China's New Vassal. How the War in Ukraine Turned Moscow Into Beijing's Junior Partner*, Foreign Affairs, 9 août 2022

Véron Emmanuel, 2022, *L'attentisme de Pékin face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie*, The Conversation, le 2 mars 2022.

